

Interview

«Malgré des manifestations d'envergure, les dirigeants cubains se passent du consentement de la population»

Article réservé aux abonnés

Il y a un mois, le 11 juillet, des milliers de Cubains sont descendus dans la rue contre les pénuries alimentaires. La colère d'un peuple qui a faim n'est pas suffisante pour déstabiliser le système castriste, estime le chercheur Vincent Bloch.

par **Lucas Sarafian**

publié le 11 août 2021 à 6h51

Les Cubains ont faim. Face à la situation de pénurie qui dure – le café, le lait, le poulet manquent – des milliers de personnes ont manifesté le 11 juillet dans plus de quarante villes de l'île en criant «*Abas la dictature !*», «*Nous avons faim !*». Des manifestations brutalement réprimées qui ont fait un mort, des dizaines de blessés et conduit à des centaines d'arrestations. Jamais l'île n'avait connu une telle opposition depuis le 5 août 1994, où les Cubains avaient protesté contre le régime de Fidel Castro après des rumeurs d'un débarquement américain sur l'île. Même si les rassemblements du 11 juillet sont massifs et spontanés – phénomène rare – le système castriste n'est pas menacé, explique Vincent Bloch, enseignant à l'université de New York, auteur de *Cuba, une Révolution* (Vendémiaire, 2016). Pour lui, le fantasme du grand soir toujours aussi présent dans la population risque de céder au découragement devant la continuité du clan Castro toujours au pouvoir.

Quel est l'élément déclencheur de cette colère ?

Les frustrations nées des pénuries, des réglementations kafkaïennes et des contraintes qui pèsent sur les activités économiques privées ne datent pas d'hier. Il n'est pas rare non plus, depuis soixante ans, qu'une poignée de Cubains exprime sa colère face à des bureaucrates, à des agents de police ou à des élus locaux lorsqu'un «abus» semble intolérable. Depuis quelques mois, ces actes de défiance, jusqu'à présent sans écho, se multiplient et sont filmés, puis diffusés sur les réseaux sociaux, alors que les foyers cubains sont étouffés par la réforme monétaire introduite par le gouvernement au début de l'année. La hausse des salaires sans augmentation de la production a fait exploser l'inflation et a aggravé le détournement vers les circuits du marché noir des biens produits ou importés.

Les effets du Covid-19 ont encore détérioré la situation : le tourisme s'est arrêté brutalement autant que l'approvisionnement en biens de consommation courante acheminés depuis la Floride, le Panama ou le Guyana. Pour de nombreux foyers, les restrictions imposées par l'administration Trump sur les envois d'argent depuis l'étranger ont aussi un fort impact. Au début de l'été, le gouvernement a encore serré la vis en recourant à des coupures d'électricité. Pour les Cubains, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Comment se sont organisées les manifestations du 11 juillet ?

En plus des diatribes contre les privations, les réseaux sociaux bruissent d'appels au changement. C'est dans ce contexte de pénurie et de rejet que, spontanément, quelques poignées de Cubains sont descendues dans la rue à San Antonio de los Baños, une ville située à une trentaine de kilomètres de La Havane. En diffusant les images sur les réseaux sociaux, ils ont produit un effet d'entraînement.

Des milliers de personnes ont manifesté dans toute l'île aux cris de «*Liberté !*» et «*Nous n'avons pas peur !*».

Ont-ils cru pouvoir renverser le régime en place ?

Il existe à Cuba et au sein de l'exil une sorte de fantasme du grand soir : le jour où le peuple, lassé de tant d'injustices «*réglera son compte au tyran et ses sbires*». Les événements du 11 juillet montrent ce qu'il manque aux manifestants pour mener à bien leur volonté de changement : un relais auprès d'une partie des élites politiques et militaires. Alors pour cela, les Cubains croient qu'il suffit de diffuser des images sur les réseaux sociaux pour alerter le monde. Depuis qu'ils ont accès à Internet, il règne une sorte de fétichisme électronique. Artistes contestataires et militants filment des scènes de rue, diffusent les arrestations arbitraires dont ils sont victimes et informent le monde de leur situation et de celle de leurs proches. Mais empêcher le huis clos est une chose, susciter une réaction en est une autre. La communauté internationale se contente de déclarations de principe depuis des décennies. Et pour les «indignés» du monde entier, une cause en chasse une autre, et l'ultra-connexion finit par produire un effet d'étourdissement.

Comment le régime cubain gère-t-il cette opposition ?

Le gouvernement était prêt à faire face à la manifestation du 11 juillet : Internet a été coupé à peine deux heures après le début des rassemblements et, en moins de vingt-quatre heures, les forces spéciales et les unités paramilitaires faisant office de contre-manifestants avaient repris le contrôle total des rues. La répression du 11 juillet a mis à nu l'effondrement de la légitimité des dirigeants, malgré le déploiement d'opérations de propagande visant, comme à l'accoutumée, à faire passer les opposants pour des délinquants ou des mercenaires à la solde des Etats-Unis. A l'image d'autres dictatures ayant fait face à des manifestations d'envergure, les dirigeants cubains se passent du consentement de la population.

Pourtant, les frères Castro ne dirigent plus le pays...

Durant les dix années qui ont séparé le retrait de Fidel Castro de sa mort en 2016, son frère, Raúl Castro, a renforcé le pouvoir de l'armée et des services de sécurité. Son fils, Alejandro Castro Espín, coordonne ces deux appareils, tandis que son ex-gendre, Luis Alberto Rodríguez López Callejas, dirige Gaesa, le conglomérat de l'armée qui contrôle l'économie rentable du pays. Au-delà de l'aspect népotique, tout un ensemble d'acteurs continue de profiter de leur place au sein des réseaux placés sous l'autorité du clan Castro. Fidel et Raúl ne sont plus là, mais le clan perdure.

Le pouvoir n'est donc pas vraiment menacé...

Depuis le début des années 60, l'écrasante majorité de la population a appris à éviter l'opposition politique frontale avec les autorités. Personne ne respecte à la lettre la légalité socialiste, mais tout le monde donne les signes de son adhésion à la «Révolution» pour continuer de bénéficier de la marge de manœuvre tacite octroyée par les autorités et joindre les deux bouts. Cette logique est au cœur du fonctionnement social depuis soixante ans, même si les façons de montrer patte blanche ont évolué.

De son côté, le gouvernement tâtonne et s'ajuste : dans les trente dernières années, il a notamment introduit de nouvelles méthodes de management au sein des entreprises contrôlées par l'armée, a timidement légalisé certaines activités économiques privées, et a changé de politique migratoire. Le gouvernement vient d'ailleurs de promulguer une série de décrets étendant le champ d'activité des «micro, petites et moyennes entreprises privées». L'émigration, qui servait de soupape de sécurité jusqu'au début des années 90, s'est normalisée. Depuis trente ans, la grande majorité des Cubains

de la diaspora retourne régulièrement à Cuba sans faire de vague. Il est probable, en revanche, que les jeunes militants qui, dans les dernières années, se sont battus pour un changement, cèdent au découragement et à la peur et suivent le chemin de leurs aînés vers l'exil.